



Alors que le gouverneur de l'est et le ministre d'État secrétaire général de la présidence de la république exigent la vaccination aux personnels dépendant de leurs services respectifs, Le ministre de la Fonction publique, Joseph Le, dont dépendent tous les fonctionnaires, fait une sortie pour dire que le gouvernement n'a jamais obligé les camerounais à se vacciner contre le coronavirus.

Le gouverneur et le ministre ne sont toujours pas revenus sur leurs décisions. C'est le constat qui est établi ce jour après les sorties de ces gouvernants qui installent la controverse. Contrairement à leurs positions vis-à-vis du vaccin, le ministre de la fonction publique a fait une sortie officielle pour éclairer la lanterne des camerounais qui pensaient qu'il a contraint son personnel à se faire vacciner, c'est ainsi qu'il a fait une mise au point le jeudi 21 octobre 2021, évoquant plutôt avoir usé de conviction et non de contrainte dans un communiqué qu'il a conjointement signé avec son homologue de la Santé Publique, Malachie Manaouda.

Le vaccin anti-Covid 19 n'est pas encore obligatoire au Cameroun, ceci relève du constat fait au quotidien par les citoyens ordinaires. Il n'existe jusqu'ici aucun texte légal qui le prévoit, même si on a observé ces derniers temps chez certains responsables des administrations publiques. Certains camerounais avaient déjà associé le ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, Joseph-le à ces ministres qui veulent obliger leurs personnels à l'administration au vaccin. «Ce n'est pas vrai ! Nous tenons à préciser qu'il n'a jamais été question d'obliger les personnels de l'État à se faire vacciner. Persuader, oui !!!

Obliger, non (pas encore)!!!», avait-il réagi.

Albert Moutoudou, président de l'Upc-Manidem, sur un plateau de télévision, a pris position au sujet du vaccin qui semble s'imposer aux camerounais «Des firmes pharmaceutiques sont allés chercher un vaccin qu'elles veulent absolument

commercialiser. Il paraît que ce vaccin est issu des manipulations des laboratoires. Où allons-nous? Il y a quelque chose qui nous interpelle à être prudents par rapport au vaccin et par rapport à son propre comportement. Au début de cette pandémie, nous avons fait un constat selon lequel il n'y a aucune disposition de l'État pour les simples mesures barrières, il n'y a pas deux personnes sur cent qui portent le masque dans les milieux publics.

Même chez les occidentaux, certains sont encore-dubitatifs, ils pensent qu'il y a quelque chose qui n'est pas clair. Ce qui est plus important pour nous c'est d'abord prudence et mesures barrières. Pour le vaccin, il faut que les gens soient libres, si quelqu'un veut le prendre, qu'il le prenne, ça le regarde, c'est une décision libre».

La Nouvelle Expression
